



Le leader séparatiste anglophone Julius Ayuk Tabe, écroué à Yaoundé, a qualifié de "non-événement" le récent discours du président Paul Biya sur la convocation d'un "grand dialogue national" pour résoudre la crise anglophone "

Le discours (du président camerounais) était un non-événement", a réagi M. Ayuk Tabe dans une note transmise à l'AFP par l'un de ses avocats

Ayuk Tabe, 54 ans, qui s'était autoproclamé en 2017 "président" de l'"Ambazonie", l'Etat que les séparatistes veulent fonder, avait été condamné fin août à la perpétuité avec neuf de ses partisans par un tribunal militaire de Yaoundé.

Dans sa note, Ayuk Tabe regrette que le président Biya appelle à un dialogue avec la diaspora sans définir les "modalités juridiques" qui permettraient le retour au Cameroun des réfugiés ou demandeurs d'asile qui ont fui le pays en raison des "persécutions" du régime de Yaoundé.

Pour le leader séparatiste, la sortie de M. Biya est une "tentative maladroite" d'éviter des sanctions de l'ONU.

Il reproche aussi au dirigeant camerounais de vouloir induire la Communauté internationale en erreur en lui faisant croire que la première cause du malaise exprimé par les anglophones est

leur marginalisation.

Pour lui, les anglophones sont en lutte pour la restauration de leur souveraineté dans leur région d'origine où les séparatistes veulent créer un Etat indépendant. "La crise anglophone n'est pas un problème interne au Cameroun. C'est un problème international".

Ayuk invite le président Biya a mettre une terme à la guerre qu'il déclarée de manière "unilatérale" dans les régions anglophones.

Depuis plus d'un an, Yaoundé a déployé dans ces zones des soldats qui font face aux groupes armés des séparatistes. Les exactions de part et d'autre et les combats ont fait plus de 2.000 morts depuis fin 2017, selon le groupe de réflexion International Crisis Group (ICG), et forcé plus de 530.000 personnes à fuir leur domicile, selon l'ONU

Avec AFP
